



04.02.11

## **José Bové : «Aucun camion ne passera, les zones de prospection sont quadrillées par la population»**

INTERVIEW - Le député européen monte au front contre l'exploitation des gaz de schiste et dénonce l'attitude du gouvernement... Plus de 25.000 signatures en deux semaines: la pétition lancée par l'euro-député José Bové et le journaliste Fabrice Nicolino est un succès. Pour obtenir l'abrogation des permis de prospection de gaz et d'huiles de schiste dans le sous-sol français, José Bové compte sur la mobilisation des citoyens et des élus, mais également sur une procédure légale entamée contre le ministère de l'Ecologie. Un nouveau combat qui concerne directement l'ancien agriculteur, dont l'exploitation se situe sur une zone de prospection dans le Larzac où il se rend ce vendredi en compagnie d'Eva Joly.



José Bové le 11 octobre 2010 devant le Palais de Justice de Marmande *PATRICK BERNARD AFP/ARCHIVES*

### **Comment est née la mobilisation contre les gaz de schiste?**

Nous travaillons depuis l'été dernier pour construire la résistance à cet événement complètement aberrant. Le mouvement a été lancé fin décembre par une première réunion dans le Larzac et la mobilisation a été rapide, aussi bien parmi les citoyens qu'avec la création de collectifs ou les élus de tous bords. Aucun élu n'avait été informé, Jean-Louis Borloo a signé des permis mais on ne sait pas comment a été prise la décision ni comment le choix des entreprises s'est fait.

### **Comment se concrétise cette mobilisation?**

Nous avons lancé une procédure par voie d'avocat et adressé une demande à Nathalie Kosciusko-Morizet et à Eric Besson pour nous retransmettre l'ensemble des dossiers et documents concernant l'appel d'offres. Au niveau européen, le Parlement va interroger la commission en charge de l'énergie et lancer une demande d'évaluation européenne. Enfin, une coordination nationale des collectifs en France se tiendra le 26 février à Valence, puis il y aura certainement une mobilisation à Paris. Nous rencontrerons les ministres une fois que la coordination aura eu lieu.

### **Vous avez été surpris par cette mobilisation massive ?**

La rapidité avec laquelle les gens se sont mobilisés m'a surpris. Sur les premiers territoires, les entreprises savent qu'aucun camion ne rentrera car les zones sont quadrillées par la population: les agriculteurs et les fédérations de pêche sont mobilisées pour les bloquer. Les gens savent que les gaz de schiste sont un beau rêve pour les entreprises gazières mais que demain eux peuvent se retrouver sans flotte! Si les nappes phréatiques sont polluées et que l'environnement en surface est détérioré, on crée un désert là où il y avait de la vie et de l'activité. On détruit un territoire, mais pour quel bénéfice local?

### **Les expériences canadiennes et américaines ont-elles aidé à cette rapide mobilisation ?**

Oui, aux Etats-Unis c'est aussi la guerre maintenant que les forages se rapprochent de zones peuplées et au Canada la mobilisation est blindée. New York a demandé un moratoire sur les gaz de schiste, car ils ont compris que la qualité de leur eau en dépendait. Nous avons lancé un appel avec le Québec pour créer des jumelages entre les villes québécoises et françaises concernées, plus de soixante villes sont déjà volontaires.

### **Nathalie Kosciusko- Morizet s'est engagée à ne pas autoriser les forages tant que les résultats de l'étude demandée par le ministère ne seront pas publiés. Cela vous semble satisfaisant?**

Elle tente de calmer l'affaire et fait maintenant ce par quoi il fallait commencer, c'est-à-dire l'analyse bénéfiques/risques de ces forages. Elle a nommé une mission d'évaluation mais si nous n'avions pas bougé, les choses passaient comme ça! De plus, elle suspend l'exploitation mais pas les permis d'explorer, or l'exploration va jusqu'au moment où on commercialise, il faut fracturer la roche pour savoir s'il y a du gaz. Si on veut avoir un débat serein, il faut arrêter l'exploration. A aucun moment il n'y a eu de débat dans aucune instance sur les besoins énergétiques de la France.

### **Les gaz de schiste pourraient permettre d'assurer dix à vingt ans de gaz à la France. Ce n'est pas un argument recevable pour vous?**

Non, ce serait tourner le dos au Grenelle de l'environnement et à tout ce qui a été discuté à Copenhague. Résolvons déjà le problème du gaspillage et de l'efficacité énergétique avec des énergies renouvelables. En agissant concrètement contre le gaspillage énergétique, on agit pour la planète et on crée des emplois.

**Propos recueillis par Audrey Chauvet**